

# Introduction

---

**Tayeb Chenntouf**

Le projet de consacrer un ouvrage à « L'Algérie face à la mondialisation » a été évoqué pour la première fois en avril 2002 à Accra (Ghana) parallèlement à un atelier organisé par le CODESRIA et Third World Network (TWN) consacré au NEPAD alors en phase de démarrage. Il reçut aussitôt l'appui de Adebayo Olukoshi, Secrétaire exécutif du CODESRIA. L'idée première était d'apporter une contribution intellectuelle aux analyses de la crise que traverse l'Algérie. De nombreux intellectuels qui ont vécu physiquement et intellectuellement sur place tous les aspects de la crise éprouvent le besoin d'une contribution à l'analyse et à la compréhension de celle-ci. Les contributions en ont découlé naturellement en mettant l'accent sur la pluridisciplinarité, les apports du terrain et de l'expérience vécue (Djoudi Bouras, Ahmed Djebbar, Farid Benyoucef, Omar Benbekhti), les enrichissements d'universitaires présents dans le mouvement syndical et associatif (Souad Bendjaballah, Fatima Zohra Saï, Ahmed Chouicha) et des chercheurs (Mohamed Moufki, Rachid Tlemçani, Fatima Zohra Oufriha, Nahas M. Mahieddine, Azzouz Kerdoun, Tayeb Chenntouf). Une recherche sur « L'Algérie face à la mondialisation » est suggérée par la relative faiblesse et inefficacité des analyses de la crise. Sa compréhension théorique demeure encore peu avancée. Ses enjeux ne sont pas tous clarifiés pour les acteurs sociaux. Les projets de sortie de la crise n'apparaissent pas toujours très pertinents. Le cas de l'Algérie pourrait être exemplaire dans les approches de la mondialisation, de ses défis et des difficultés de formuler les réponses les plus adéquates en Afrique et dans le monde arabe.

Jusqu'au milieu de la décennie 1980-1990, l'Algérie adopte une vigoureuse politique de développement. Elle est très active dans le cadre du Mouvement des non-alignés, de l'OUA et de la Ligue arabe et y défend le rééquilibrage des relations Nord-Sud. La revendication d'un Nouvel ordre économique international est proclamée par le président H. Boumediène dans un discours devant l'assemblée générale des Nations Unies. Au début de la décennie suivante, l'Algérie opère une révision profonde de ses orientations et de ses références politiques. Elle subit le maximum de contraintes économiques, financières et diplomatiques dans le cadre de la mondialisation. Enfin, celle-ci y rend, plus que dans d'autres pays, très problématique toute sortie de la crise.

L'hypothèse retenue au cours de l'atelier méthodologique envisage la crise comme une crise endogène mais rendue extrêmement complexe par la mondialisation. En effet, il est vain de chercher à séparer les situations locale et mondiale mais bien de prendre en compte l'ensemble des dimensions qui sont inextricablement mêlées. L'ensemble des contributions combine les facteurs purement locaux de la crise et ceux qui découlent de la mondialisation.

Au départ, la crise est bien d'origine interne. Elle est celle du nationalisme et du bloc historique qui le porte. Dès les années 1980, le système mis en place au lendemain de l'indépendance montre de nombreux signes d'essoufflement.

La nouvelle conjoncture mondiale, née à la fin de la décennie 1980-1990 complique une crise déjà sévère. L'Algérie se ressent de manière aiguë, d'un double événement : la disparition de l'URSS d'un côté et la mondialisation de l'autre. La négociation d'une nouvelle insertion dans les relations internationales est, sans doute, une des plus ardues. La mondialisation représente bien de formidables contraintes mais elle devient, c'est son autre aspect, une ressource dans les stratégies et les luttes locales.

Les premières culminent entre les années 1992 et 1995. Elles aboutissent à un véritable isolement international de l'Algérie.

Les négociations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont menées dans les conditions les plus défavorables comparativement aux pays voisins. L'accord de Stand by, le rééchelonnement de la dette puis le plan d'ajustement structurel sont conclus à des conditions économiques et financières draconiennes. Leurs conséquences sont brutales et profondes pour une large partie de la population.

L'affaiblissement de l'Etat par la violence terroriste le fragilise par rapport à ses partenaires étrangers. Les organisations non gouvernementales multiplient leurs interventions au nom du droit d'ingérence et des droits de l'homme. La France, les Etats-Unis et l'Union européenne mènent des politiques actives après l'arrêt du processus électoral en janvier 1992. L'accord avec l'Union européenne et l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce sont reportés d'année en année.

Dans un premier temps, ces interventions sont vivement critiquées. La presse et les hommes politiques dénoncent les atteintes à la souveraineté nationale que représentent les interventions de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des Organisations non gouvernementales. Dans un second temps les organisations internationales et régionales sont intégrées dans les luttes politiques locales.

Les gouvernements successifs signent l'accord de Stand-by et le plan d'ajustement structurel dans la plus grande discrétion et, a fortiori, sans débat public. Leur contenu est révélé après coup par des partis politiques. Les directives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale sont régulièrement invoquées pour considérer comme nécessaires et incontournables les mesures adoptées dans le domaine économique et social : libéralisation du commerce extérieur, compression

des salariés des entreprises publiques, hausse des prix des biens de consommation et des services, réforme de l'éducation, de la santé, de l'habitat et des transports.

Les partis, syndicats et associations se réfèrent aux textes internationaux auxquels l'Algérie a adhéré pour solliciter des soutiens. Les associations féminines, les journalistes et les syndicats demandent et obtiennent le soutien du Bureau international du travail, de l'Union européenne et des organisations non gouvernementales. Les partis islamistes demandent aux Etats-Unis, à la France et à l'Union européenne d'exercer des pressions sur l'Etat algérien et de ne plus lui apporter leur soutien diplomatique et financier. Ils sollicitent les organisations non gouvernementales au nom des droits de l'homme. Parallèlement, ils pratiquent une nouvelle lecture du monde sur la base de la dichotomie islam—chrétiété, Orient—Occident pour critiquer l'occidentalisation et les atteintes à l'islam.

Les contributions s'attachent aux questions stratégiques soulevées par l'extrême imbrication de la crise, dans ses aspects internes, et la mondialisation dont les conséquences fragilisent les politiques publiques et rendent incertaines les sorties de crise.

Trois se situent au niveau global et mettent en évidence le tournant que représente la crise par rapport à la conjoncture et aux orientations politiques de l'Algérie avant 1988 (Mohamed Moulfi), les stratégies des acteurs qui disqualifient les politiques de réforme qui nourrissent la corruption et la bazarisation de l'économie (Rachid Tlemçani).

Les politiques sectorielles sont abordées dans cinq contributions : l'éducation (Ahmed Djebbar) le système bancaire et financier (Fatima Zohra Oufriha), l'environnement et le développement durable (Azzouz Kerdoun), le développement rural (Omar Benbekhti), et les enjeux de la loi sur les hydrocarbures (Farid Benyoucef). Les auteurs évaluent les implications des contraintes extérieures (marché mondial pétrolier ou agricole, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et marché financier).

Les contributions consacrées aux mouvements sociaux (Ahmed Chouicha), aux femmes (Souad Bendjaballah et Fatima Zohra Sai) et aux intellectuels (Tayeb Chenntouf) s'attachent à cerner les potentiels possibles d'une transformation sociale.

Last but not least, la dernière contribution est un bilan provisoire (Tayeb Chenntouf). Elle envisage les possibilités de sortie de crise et de ses conditions : la formation d'un nouveau bloc historique avec ses deux composants essentiels que sont la formulation d'un projet pour l'avenir et les acteurs sociaux susceptibles de le concrétiser.